

## ÉTATS-UNIS

### Les 5 exécutions prévues cette semaine ne feront que pérenniser la culture de la violence

Index AI : AMR 51/173/99

La semaine dernière avait été décrétée Semaine nationale de la non-violence aux États-Unis. Cette semaine, cinq hommes doivent être exécutés dans cinq États de l'Union – ce qui porterait à 86 le nombre total de personnes ayant subi un tel sort depuis le début de l'année. « Ces deux approches du problème de la violence sont incompatibles », a déclaré ce jour (mardi 26 octobre 1999) Amnesty International, en exhortant les autorités américaines à renoncer au châtiment cruel que constitue la peine de mort.

« Alors que, la semaine dernière, la société américaine se concentrait sur la façon d'affronter la culture de la violence, les dirigeants des États-Unis se montrent

déterminés à réaffirmer, de la manière la plus brutale, leur conviction qu'il faut répondre au meurtre par le meurtre, a déploré Amnesty International. Loin de fournir une solution au problème de la criminalité, de telles positions ne peuvent que l'aggraver. »

Au cours de la semaine dernière a notamment été organisée une conférence baptisée « *Voices Against Violence* » (Des voix contre la violence), à Washington DC, réunissant des adolescents, des membres du Congrès et d'autres participants, en vue d'apporter des réponses à la violence des jeunes. Aux antipodes de cette démarche, deux semaines auparavant, le *Solicitor General* (représentant du gouvernement auprès de la Cour suprême) avait présenté

à la plus haute juridiction fédérale un mémoire lui demandant de ne pas examiner la question de savoir si les États-Unis doivent cesser d'exécuter des personnes pour des crimes commis alors qu'elles étaient enfants. Les États-Unis, sur ce plan, devancent de très loin les autres pays du monde.

« Comment les autorités américaines peuvent-elles espérer enseigner aux jeunes la valeur de la vie humaine, de la loi et du respect des droits fondamentaux en persistant à revendiquer leur droit de tuer des mineurs délinquants, au mépris du droit international et du consensus mondial sur le

Anthony Bryan doit être exécuté mercredi sur la chaise électrique de l'État de Floride. Le mois dernier, trois des sept juges de la Cour suprême de cet État, en désaccord avec leurs pairs, ont dénoncé avec ferveur l'utilisation de la chaise électrique par la Floride, estimant notamment qu'il s'agissait d'une méthode d'exécution « barbare »,

caractère inacceptable de ce type d'exécutions ? », s'est interrogée Amnesty International.

Alors que des pays de plus en plus nombreux tournent le dos à la peine de mort, la multiplication des exécutions judiciaires aux États-Unis apporte un démenti de plus en plus net aux affirmations des autorités américaines, qui se targuent de faire progresser la cause des droits humains.

« Il est temps que les responsables américains prennent conscience du préjudice qu'ils portent à l'image de leur pays », a fait observer Amnesty International.

#### ? Floride :

« sauvage », « inhumaine » et « convenant mieux à un meurtrier violent qu'à un État civilisé ». Ces critiques résolues ont fait suite à la récente exécution sanglante d'Allen Lee Davis, premier condamné tué en Floride depuis que Jeb Bush y assume les fonctions de gouverneur.

#### ? Texas :

Jeudi, Domingo Cantu doit

devenir le 105<sup>e</sup> prisonnier exécuté dans cet État depuis que le frère de Jeb Bush, George W. Bush, exerce les fonctions de gouverneur du Texas. Ce dernier mène actuellement campagne en vue de devenir le prochain président des États-Unis sous la bannière du « conservatisme à visage humain ». Amnesty International s'interroge toujours sur l'adéquation entre ce slogan et le bilan de George W. Bush en matière d'exécutions.

? Arizona :

Les autorités de cet État doivent ôter la vie à Ignacio Ortiz vendredi. L'onde de choc internationale provoquée par l'exécution de deux citoyens allemands au début de l'année en Arizona continue à se propager : l'Allemagne a en effet annoncé qu'elle allait engager des poursuites contre les États-Unis devant la Cour internationale de justice (CIJ) pour violation d'accords internationaux.

? Virginie et Caroline du Sud :

Michael Williams et Richard Johnson doivent être respectivement exécutés jeudi et vendredi. Leurs derniers espoirs résideront dans la clémence des gouverneurs de la Virginie et de la

Caroline du Sud si les ultimes recours en justice formés en leur nom sont rejetés. Depuis le début de l'année, le gouverneur de la Virginie, James S. Gilmore, a déjà abandonné à la mort 12 condamnés.

*« Les personnes incarcérées dans le couloir de la mort ont été reconnues coupables de crimes horribles, mais la société ne doit pas cautionner le meurtre prémédité d'individus sans défense, quels que soient les actes qu'ils ont commis, a fait valoir Amnesty International. En le faisant, elle nous condamne tous à vivre dans un monde qui donne son aval officiel à la cruauté et où il revient aux meurtriers d'instaurer le climat moral dominant. »*

À ce jour, 81 prisonniers ont été gazés, électrocutés ou exécutés par injection létale aux États-Unis en 1999 – un nombre qui n'avait pas été atteint depuis 1954. Il est probable qu'au moins 100 condamnés à mort auront été exécutés sur l'ensemble du territoire américain d'ici la fin de l'année.

*« L'opinion publique étant favorable à la peine de mort, la*

*majorité des élus américains sont trop timorés pour remettre ouvertement en cause l'application de ce châtement, a regretté Amnesty International. Cette démission de la classe dirigeante la rend complice du cycle de la violence, et suscite une inquiétude de plus en plus vive au sein de la communauté internationale quant à l'attachement réel des États-Unis au respect des droits humains. » ?*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 171 413 5566, ou consulter notre site web  
(<http://www.amnesty.org>).